



# PETITE

# entreprise

VOL. 5, n° 2, août 2003

[www.strategis.gc.ca/trimestrielPME](http://www.strategis.gc.ca/trimestrielPME)

## GRANDES *tendances*

Entre le premier trimestre de 2002 et le trimestre correspondant de 2003, les petites entreprises ont créé plus de 163 000 emplois, soit 39 % du nombre net d'emplois créés dans l'économie.

Le pays comptait 2,36 millions de travailleurs indépendants au premier trimestre de 2003, soit une hausse de 3,7 % par rapport au trimestre correspondant de 2002.

On a enregistré 2 379 faillites au premier trimestre de 2003, soit une baisse d'environ 11 % par rapport au même trimestre de 2002. Cependant, le passif lié aux faillites commerciales a augmenté de près de 30 % pour s'établir à 2,4 milliards de dollars pendant cette période.

Les prêts en cours consentis aux entreprises<sup>1</sup> par les banques à charte se sont chiffrés à 96,7 milliards de dollars au premier trimestre de 2003, en hausse de 2 % par rapport au trimestre correspondant de 2002. Les prêts de moins de 500 000 \$ représentaient 20,4 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.

Le capital de risque investi au Canada a totalisé 2,5 milliards de dollars en 2002, soit une baisse de 35 % par rapport à 3,8 milliards en 2001.

<sup>1</sup> Sont exclus les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles, les engagements des clients au titre d'acceptations et les autres prêts commerciaux.

## ÉMISSIONS INITIALES PAR LES PME AU CANADA

L'accès au financement public (ou au financement par actions inscrites en bourse) est un élément clé du développement et de la croissance d'une entreprise, puisqu'il lui permet de bénéficier d'une source permanente de capital tout en réduisant les coûts de ses fonds propres.

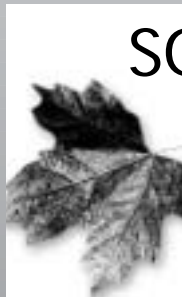
En dépit de l'importance de ce mode de financement, peu d'études ont été menées sur l'accès au financement public au Canada. Toutefois, dans le cadre d'une étude récente<sup>1</sup> préparée pour Industrie Canada, on examine les émissions initiales d'actions inscrites à la cote de différentes bourses canadiennes. Cette étude analyse 1 891 émissions d'actions entre 1991 et 2000, et évalue les coûts et la performance des émissions de faible envergure, y compris celles des petites et moyennes entreprises (PME), au moment de l'émission ainsi qu'à court et moyen termes. D'après les auteurs :

- Les coûts directs d'une émission initiale, comme ceux engagés pour se conformer aux exigences d'inscription (p. ex., préparer le prospectus et embaucher des professionnels) sont plus élevés pour les émissions de faible envergure que pour les émissions de grande envergure au Canada. Dans l'ensemble, les coûts directs des émissions initiales au Canada étaient inférieurs à la moyenne américaine.

(suite à la page 2)

## SOMMAIRE

<i>Faillites commerciales</i> . . . . .	2
<i>Création d'emplois</i> . . . . .	2
<i>Entreprises commerciales</i> . . . . .	4
<i>Travail indépendant</i> . . . . .	5
<i>Coup d'œil sur l'économie</i> . . . . .	5
<i>Financement</i> . . . . .	7
<i>Faits nouveaux</i> . . . . .	8





(suite de la page 1)

- Les coûts indirects d'une émission initiale (p. ex., sous-évaluation<sup>2</sup>) sont plus élevés pour les émissions de faible envergure que pour les émissions de grande envergure au Canada.
- Le Canada est un marché où les émissions sont d'envergure relativement faible : les émissions initiales sont moins nombreuses et les montants prélevés sont sensiblement moins élevés qu'aux États-Unis, après normalisation. Cet écart sur le plan du financement par émission initiale est encore plus prononcé dans le secteur technologique, puisque le Canada finance relativement moins de nouvelles entreprises dans le domaine.
- L'étude indique une perte de rendement de 50 % pour les émissions initiales de faible envergure au cours des cinq années suivant l'émission.
- L'insuffisance dans le financement par émissions initiales au Canada reflète le faible taux de survie et de croissance des petites entreprises qui procèdent à l'émission. Les auteurs estiment à environ 60 % le taux quinquennal de survie de ces entreprises. Seulement 5,9 % des émissions initiales de faible envergure conduisent au succès<sup>3</sup>.

Les coûts plus élevés pour les petites entreprises par rapport aux grandes entreprises effectuant l'émission initiale peuvent avoir une grande incidence sur leur compétitivité. Selon l'étude, il existe une forte relation entre la taille, la rentabilité et le taux de survie. De l'avis des auteurs, bien que le financement public puisse stimuler le développement et la croissance des entreprises, les PME doivent se développer davantage pour consolider leur avantage concurrentiel avant de s'introduire en bourse. La politique visant à *stimuler* l'entrée en bourse des petites entreprises devrait être réévaluée. Plus précisément, il faudrait envisager des mécanismes qui reportent les émissions initiales jusqu'à ce que les chances de survie de l'entreprise soient meilleures. L'étude insiste sur le fait qu'il faudrait offrir des capitaux aux petites entreprises avant l'émission et alléger le fardeau réglementaire au moment de l'émission.

L'étude, intitulée *Les émissions initiales au Canada : bilan, anomalies et dysfonctions*, peut être consultée à l'adresse [www.strategis.gc.ca/prf](http://www.strategis.gc.ca/prf)

<sup>1</sup> Carpentier, C., M. Kooli et J.-M. Suret. *Les émissions initiales au Canada : bilan, anomalies et dysfonctions*, document de recherche préparé pour Industrie Canada, Cirano et Université Laval, avril 2003.

<sup>2</sup> La sous-évaluation est la différence entre le cours d'émission et le cours de clôture le premier jour de négociation. Il est exprimé en tant que pourcentage du cours d'émission.

<sup>3</sup> Les entreprises qui connaissent du succès avec une émission initiale sont celles qui perçoivent des recettes de moins de cinq millions de dollars mais enregistrent un actif net supérieur à dix millions de dollars dans un délai de cinq à dix ans.

## FAILLITES *commerciales*

**O**n a enregistré 2 379 faillites commerciales au Canada au premier trimestre de 2003, soit une hausse de 227 par rapport au trimestre précédent, mais une baisse de 281 par rapport au trimestre correspondant de 2002. Les secteurs du commerce de détail (405), de la construction (369), des autres services (279), de l'hébergement et des services de restauration (274) ainsi que du transport et de l'entreposage (206) représentaient près des deux tiers de ces faillites.

Au premier trimestre de 2003, le passif lié aux faillites a atteint 2,4 milliards de dollars, soit environ 1 million par entreprise faillie. Il s'agit d'une hausse de 64 % par rapport au trimestre précédent ou de 29 % par rapport au trimestre correspondant de 2002. Plus de la moitié du passif lié aux faillites était attribuable aux secteurs des communications et des autres services publics (1,4 milliard de dollars).

## CRÉATION *d'emplois*

**S**elon l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH) de Statistique Canada, près de 417 000 emplois rémunérés ont été créés entre le premier trimestre de 2002 et le trimestre correspondant de 2003. Comme on le voit au tableau 1, les emplois créés par les petites entreprises (moins de 100 employés) représentent près de 40 % des nouveaux emplois. Cependant, la contribution des petites entreprises à la création d'emplois nette a continué à régresser constamment depuis le quatrième trimestre de 2001.

Le tableau 2 montre, à l'aide des moyennes pour quatre trimestres, la variation de l'emploi sur 12 mois selon la taille de l'entreprise dans les provinces. Le taux de croissance des petites entreprises était le plus élevé dans les provinces des Prairies et en Nouvelle-Écosse. En moyenne, la croissance des micro-entreprises (comptant moins de cinq employés) a diminué en raison du recul de la croissance dans les Maritimes et au Québec. Ce sont les entreprises comptant entre 20 et 99 employés qui ont enregistré la plus forte croissance dans l'ensemble.

(suite à la page 3)

**Tableau 1 : Variation trimestrielle nette de l'emploi rémunéré, sur 12 mois, selon la taille de l'entreprise, au Canada, de 2001 au premier trimestre de 2003**

Trimestre	Variation totale nette		% de la contribution à la variation totale nette selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	% sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	3,7	446 733	10,1	1,0	8,1	6,0	25,2	10,9	3,5	14,4	60,4
T2 2001	2,8	350 595	2,0	8,5	13,0	12,0	35,5	10,6	2,6	13,2	51,3
T3 2001	1,8	224 453	31,0	1,2	17,0	15,7	64,9	-0,3	-0,8	-1,1	36,3
T4 2001	1,0	125 105	34,2	35,3	34,3	13,7	117,5	-17,9	-37,8	-55,7	38,2
T1 2002	0,9	115 078	-6,9	28,9	41,5	36,1	99,5	-7,1	-24,8	-31,9	32,4
T2 2002	1,7	221 503	-0,7	4,3	36,4	37,5	77,5	13,9	-16,0	-2,1	24,6
T3 2002	2,9	376 159	-0,9	1,5	23,7	25,2	49,5	16,5	-8,5	8,0	42,5
T4 2002	3,7	472 965	-1,1	2,6	22,1	23,3	46,8	13,0	-2,0	11,0	42,2
T1 2003	3,3	416 967	0,9	0,9	17,8	19,7	39,2	13,4	2,7	16,1	44,7

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, juin 2003.

**Tableau 2 : Variation annuelle nette<sup>1</sup> de l'emploi rémunéré<sup>2</sup>, sur 12 mois, selon la province ou le territoire et la taille de l'entreprise, moyennes de quatre trimestres, du deuxième trimestre de 2001 au premier trimestre de 2003**

Province	Variation totale nette		Taux de croissance selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	Emplois, sur 12 mois	% sur 12 mois	0-4 (%)	5-19 (%)	20-49 (%)	50-99 (%)	0-99 (%)	100-299 (%)	300-499 (%)	100-499 (%)	500+ (%)
Terre-Neuve-et-Labrador	7 480	4,3	0,0	-1,0	5,6	5,7	1,8	5,0	-5,9	1,0	7,0
Île-du-Prince-Édouard	1 673	2,9	-1,9	0,1	0,3	2,6	0,3	21,7	24,7	22,4	-0,6
Nouvelle-Écosse	12 435	3,5	-1,7	-0,5	8,3	15,1	4,6	4,2	1,9	3,7	2,5
Nouveau-Brunswick	5 144	1,8	-0,7	-2,8	4,9	8,7	1,6	0,4	-4,1	-0,9	2,7
Québec	97 066	3,2	-2,2	1,9	3,4	8,4	2,9	5,7	-2,9	3,1	3,7
Ontario	143 500	2,9	0,3	0,1	7,2	6,8	3,5	4,4	-2,7	2,3	2,6
Manitoba	14 200	2,8	0,3	-2,9	16,0	19,4	7,5	0,1	-8,0	-2,4	1,0
Saskatchewan	8 899	2,4	0,2	-1,1	8,1	13,2	4,0	0,1	-1,4	-0,4	1,9
Alberta	52 830	3,8	1,4	1,0	8,7	13,4	5,3	3,9	-0,7	2,5	2,8
Colombie-Britannique	26 473	1,7	1,0	0,2	4,9	7,7	2,9	-1,5	-4,2	-2,3	1,7
Yukon <sup>3</sup>	143	0,9	1,8	-1,5	-4,0	-0,1	-1,4	103,7	-	-	-
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut <sup>3</sup>	2 056	7,0	1,0	0,4	4,7	16,3	4,7	15,7	-	-	-
<b>Total - Canada</b>	<b>371 898</b>	<b>2,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>6,3</b>	<b>8,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>-2,8</b>	<b>1,8</b>	<b>2,7</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, juin 2003.

<sup>1</sup> La variation sur 12 mois de l'emploi rémunéré net correspond à la différence entre le niveau moyen d'emploi au cours de la période de quatre trimestres se terminant au premier trimestre de 2003 et le niveau moyen au cours des quatre trimestres précédents.

<sup>2</sup> Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises excluent également les entreprises non classifiées.

<sup>3</sup> Les données se rapportant aux entreprises des territoires qui comptent 300 employés ou plus sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux des catégories et des territoires.



# ENTREPRISES *commerciales*

**S**elon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le nombre total d'entreprises commerciales<sup>1</sup> au Canada s'est établi à 2 204 782 en décembre 2002, en hausse de 0,7 % ou 14 504 entreprises depuis décembre 2001. La plus forte croissance enregistrée au cours des six derniers mois de 2002 a plus que compensé la baisse observée au premier semestre. Le nombre d'entreprises avec salariés comptant entre un et quatre employés a baissé tout au long de 2002.

On trouvera au tableau 3 le nombre d'entreprises commerciales selon la taille dans chaque province et territoire. Près de 36 % des entreprises commerciales se trouvaient en Ontario, 23 % au Québec, 35 % dans les quatre provinces de l'Ouest et 6 % dans les quatre provinces de l'Atlantique. La répartition des entreprises

avec salariés selon la taille est similaire d'une province à l'autre : les petites entreprises (moins de 100 employés) représentent de 97 à 98 % des entreprises avec salariés, tandis que la proportion des entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés) s'établissait entre 1,4 et 3,3 %, et celle des grandes entreprises (plus de 500 employés), entre 0,1 et 0,3 %.

<sup>1</sup> L'entreprise commerciale se définit comme l'unité de production la plus homogène pour laquelle on est en mesure d'établir des données sur la valeur de la production, le coût des matières et des services ainsi que la quantité et les coûts de main-d'œuvre et de capital utilisés dans le cadre de la production. Cette définition contraste avec celle d'entreprise, qui peut comprendre plus d'un établissement et qui se définit comme une unité organisationnelle d'une entreprise pour laquelle on produit chaque année un bilan et des états financiers consolidés.

*Tableau 3 : Entreprises commerciales selon la catégorie d'emploi, la province ou le territoire, décembre 2002*

Province ou territoire	Total global	Non classifiée <sup>1</sup>	Entreprises avec salariés									
			Total	Nombre d'employés								
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+	
Colombie-Britannique	315 277	157 625	157 652	91 818	27 355	18 511	12 604	4 304	1 900	830	330	
Alberta	290 678	152 590	138 088	79 841	23 298	16 391	11 502	4 142	1 870	764	280	
Saskatchewan	95 592	55 222	40 370	23 903	7 245	4 730	2 928	921	351	229	63	
Manitoba	76 002	39 840	36 162	19 266	6 301	4 874	3 569	1 254	501	281	116	
Ontario	789 029	442 310	346 719	185 069	60 778	44 283	33 685	12 751	6 181	2 866	1 106	
Québec	498 823	257 375	241 448	151 435	38 696	23 753	16 574	6 138	2 824	1 382	646	
Nouveau-Brunswick	44 626	17 344	27 282	15 732	4 845	3 258	2 222	709	305	152	59	
Nouvelle-Écosse	51 887	20 778	31 109	17 086	5 636	3 974	2 769	917	470	171	86	
Île-du-Prince-Édouard	10 532	3 619	6 913	3 966	1 275	852	546	164	66	35	9	
Terre-Neuve-et-Labrador	25 892	8 635	17 257	10 338	3 182	1 769	1 217	399	197	96	59	
Nunavut	826	186	640	202	142	114	120	40	16	5	1	
Territoires du Nord-Ouest	2 727	919	1 808	751	362	328	240	70	39	16	2	
Yukon	2 891	1 198	1 693	896	326	231	153	48	22	15	2	
<b>Canada</b>	<b>2 204 782</b>	<b>1 157 641</b>	<b>1 047 141</b>	<b>600 303</b>	<b>179 441</b>	<b>123 068</b>	<b>88 129</b>	<b>31 857</b>	<b>14 742</b>	<b>6 842</b>	<b>2 759</b>	

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2002.

<sup>1</sup> La catégorie des entreprises « non classifiées » comprend les sociétés, constituées ou non en société, sans employés. Dans le *Registre des entreprises*, une entreprise est considérée comme telle lorsque les données sur la paie ne permettent pas de déterminer qu'elle a des employés rémunérés. L'entreprise peut fort bien faire appel à des travailleurs contractuels.

# TRAVAIL *indépendant*

**L'** *Enquête sur la population active* de Statistique Canada distingue cinq catégories de travailleurs indépendants : propriétaires actifs d'entreprise constituée en société avec ou sans aide rémunérée, propriétaires actifs d'entreprise non constituée en société avec ou sans aide rémunérée et travailleurs familiaux non rémunérés.

En utilisant des tableaux spéciaux de l'*Enquête sur la population active*, la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a établi le profil de professions pour différentes catégories de travailleurs indépendants. Le tableau 4 présente la répartition entre 32 professions, pour chaque catégorie de travailleurs indépendants ainsi que pour les employés, en 2002.

En 2002, quatre groupes professionnels représentaient 68 % des travailleurs indépendants. On observait la proportion la plus élevée de travailleurs indépendants (21 %) dans les professions de gestionnaires, qu'exercent 46 et 29 % respectivement des propriétaires actifs d'entreprise constituée en société et non constituée en société, avec aide rémunérée. Les professions dans le domaine des ventes et des services représentent la deuxième proportion la plus élevée, avec 19 % des travailleurs indépendants; 26 % des propriétaires actifs d'entreprise non constituée en société sans aide rémunérée travaillaient dans ce secteur, de même que 21 % des travailleurs familiaux non rémunérés. Par ailleurs, 16 % des travailleurs indépendants étaient des gens de métier ou des conducteurs de matériel de transport ou d'équipement lourd ou faisaient un travail connexe, ce qui représente de 13 à 19 % des quatre principales catégories de travailleurs indépendants. Enfin, 12 % des travailleurs indépendants exerçaient des fonctions propres au secteur primaire, tout comme 45 % des travailleurs familiaux non rémunérés.

Le profil professionnel des employés est similaire à celui des travailleurs indépendants. Trois groupes comprennent 60 % de l'ensemble des employés : les professions dans le secteur des services représentent 27 % du total; venaient ensuite les gens de métier, les conducteurs de matériel de transport et d'équipement lourd et les professions apparentées, avec 14 %, et enfin les professions dans le secteur des affaires, des finances et de l'administration, avec 19 %.

## Méthode révisée de la répartition dans les régions métropolitaines et non métropolitaines, selon la catégorie de travailleurs

**L'** article de fond du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* de mai 2003 présentait des données sur la répartition de différentes catégories de travailleurs indépendants dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) et les régions non métropolitaines de recensement. Cet article reposait sur des tableaux spéciaux de données provenant de l'*Enquête sur la population active*

(suite à la page 6)

# COUP D'ŒIL *sur l'économie*

Données au 26 juin 2003

**Produit intérieur brut (PIB) réel.** Le PIB réel au Canada a augmenté de 2,4 % à un taux annualisé au premier trimestre de 2003, comparativement à 1,6 % au quatrième trimestre de 2002. La forte progression de la demande intérieure (3,5 %), attribuable en grande partie à une hausse des dépenses de consommation (3,5 %) et des investissements résidentiels (12,7 %), a alimenté la croissance au premier trimestre. Ces gains ont été en partie neutralisés par la baisse des exportations réelles (5,7 %) et des investissements non résidentiels (0,9 %). Les bénéfices des entreprises ont augmenté de 34 % à un taux annualisé au premier trimestre de 2003. Le revenu personnel a progressé à un taux annuel de 4 % pour le septième trimestre de suite, quoiqu'à un taux inférieur au trimestre précédent.

**Données sur le PIB mensuel.** Selon ces données, la croissance économique a ralenti depuis janvier 2003. Après des hausses de 0,5 % en janvier et de 0,2 % en février, l'économie a stagné en mars. Ce même mois, le recul de la production dans les secteurs du commerce de gros et de détail, des services publics, des finances et du transport aérien a été compensé par la poursuite de la progression de la construction résidentielle, une reprise de la fabrication et une activité dynamique d'exploration pétrolière et gazière. La croissance de la production de biens a ralenti, chutant de 0,6 % en janvier à 0,2 % en mars, alors que celle des services, qui était de 0,4 % en janvier, a été nulle en mars.

**Perspectives économiques.** L'apparition du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) à Toronto et de la maladie de la vache folle dans l'Ouest, la hausse de la valeur du huard et la croissance fragile observée aux États-Unis ont assombri les perspectives économiques. Les analystes ont dû réviser à la baisse leurs prévisions de croissance, mais s'attendent encore à une reprise de l'activité économique au deuxième semestre de 2003. L'enquête du *Consensus Forecast* a révisé les prévisions de croissance du PIB pour 2003, pour la ramener à 2,3 % pour les États-Unis et le Canada, soit un recul de 0,1 et 0,6 % respectivement par rapport aux prévisions établies il y a trois mois.

**Dépenses de consommation.** Les dépenses de consommation ont progressé de 3,5 % au premier trimestre de 2003, après une hausse de 4,4 % au quatrième trimestre de 2002. Ce déclin est attribuable à une baisse de 1,2 % des dépenses liées aux biens durables, qui avaient augmenté de 11,6 % au trimestre précédent. La baisse des ventes de véhicules neufs (-11,7 %) était en grande partie responsable du ralentissement. Entre-temps, grâce à une augmentation des dépenses liées aux vêtements, à l'alimentation et à l'électricité, les dépenses pour les biens non durables et semi-durables ont augmenté de 5,2 et de 5,5 % respectivement. Les dépenses liées aux services ont enregistré une croissance plus élevée (3,7 %) qu'au trimestre précédent (2,2 %) grâce aux hausses enregistrées dans les communications et les services de réparation d'automobiles.

**Investissement dans l'habitation.** L'investissement dans l'habitation et l'activité dans ce secteur sont demeurés forts au premier trimestre de 2003, étant donné que l'investissement résidentiel a progressé de 12,7 %, en hausse par rapport à la croissance de 11,1 % enregistrée au quatrième trimestre de 2002.

**Investissement des entreprises dans les machines et le matériel.** Cet investissement a progressé de 2,2 % au premier trimestre de 2003, après des baisses de 4,1 % au trimestre précédent et de 1,3 % au troisième trimestre de 2002. L'investissement dans les machines et le matériel a chuté de 3,2 % en 2002, après une hausse de 0,3 % en 2001.

**Bénéfices des sociétés.** Les bénéfices des sociétés ont monté en flèche (34 % à un taux annualisé) au premier trimestre de 2003, grâce à la progression des bénéfices de l'industrie pétrolière et gazière, qui a profité de la hausse du prix du pétrole brut et du gaz naturel. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par la faiblesse dans le secteur de l'exploitation minière et des transports. Il s'agissait de la cinquième augmentation trimestrielle de suite des bénéfices des sociétés.

**Compte courant.** Le compte courant a affiché le 15<sup>e</sup> excédent consécutif (8 milliards de dollars) au premier trimestre de 2003, soit une hausse de 3,2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Les exportations ont enregistré une hausse modeste, alors que les importations ont diminué, ce qui a accru l'excédent sur marchandises de 1,9 milliard de dollars, le portant ainsi à 15,5 milliards. Le déficit au titre des services s'est accru de 0,3 milliard de dollars pour s'établir à 2 milliards. Le déficit relatif au revenu d'investissement a baissé de 1,6 milliard de dollars, pour se chiffrer à 5,8 milliards, en raison de la

(suite à la page 7)



(suite de la page 5)

qui reflétaient l'urbanisation à la date du recensement de 1991. Depuis, Statistique Canada a actualisé sa méthode concernant les RMR sur la base des données du recensement de 1996, et les résultats sont fort différents. Les données reposant sur la méthode actualisée sont disponibles pour 1996 et les années suivantes. Le graphique 1 montre le pourcentage d'employés, le nombre total de travailleurs indépendants et les cinq catégories de travailleurs

indépendants vivant à l'extérieur des RMR en 2002. La différence frappante entre ce graphique et le graphique du numéro de mai 2003 reflète l'évolution du degré d'urbanisation entre 1991 et 1996.

Si vous avez des questions, veuillez communiquer avec le rédacteur, à l'adresse [sethchindapong.prichya@ic.gc.ca](mailto:sethchindapong.prichya@ic.gc.ca)

**Tableau 4 : Part de l'emploi, selon certaines professions et la catégorie de travailleurs, 2002**

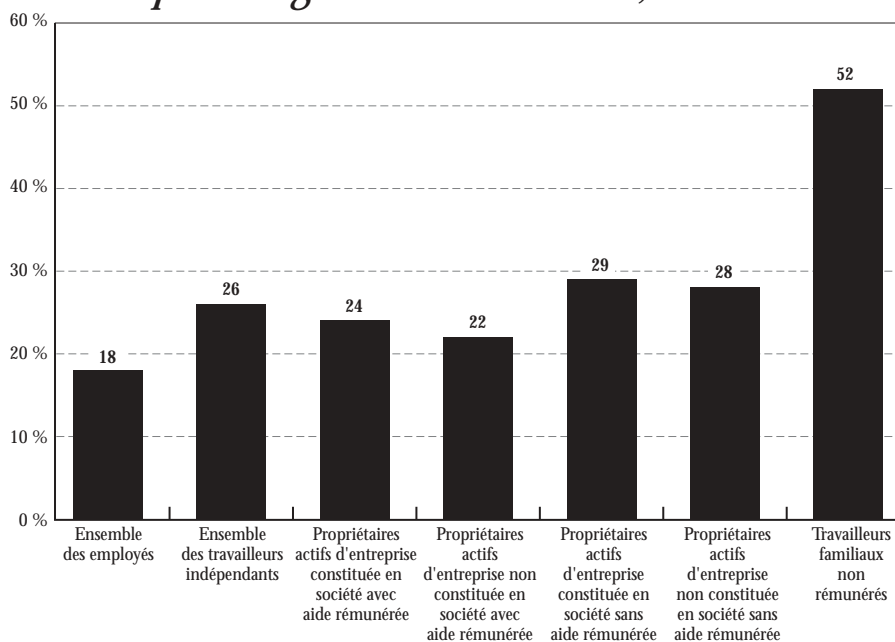
Profession	Employés Total	Propriétaires actifs d'entreprise					Travailleurs familiaux non rémunérés
		Total	Constituée en société		Non constituée en société		
			Avec aide rémunérée	Sans aide rémunérée	Avec aide rémunérée	Sans aide rémunérée	
Gestion	7 %	21 %	46 %	15 %	29 %	10 %	-
Cadres supérieurs	1 %	0 %	1 %	-	-	-	-
Autres cadres	6 %	21 %	45 %	15 %	29 %	10 %	-
Affaires, finances et administration	19 %	10 %	9 %	13 %	8 %	9 %	25 %
Personnel professionnel en gestion des affaires et des finances	3 %	5 %	4 %	8 %	4 %	5 %	0 %
Personnel en finances, en secrétariat et en administration	5 %	3 %	4 %	4 %	2 %	2 %	14 %
Personnel de bureau et personnel de supervision du travail de bureau	12 %	2 %	1 %	1 %	1 %	2 %	10 %
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	7 %	6 %	5 %	13 %	2 %	5 %	-
Secteur de la santé	6 %	4 %	4 %	2 %	11 %	4 %	-
Personnel professionnel des soins de santé et professionnels en sciences infirmières	3 %	4 %	4 %	1 %	11 %	2 %	-
Personnel technique et de soutien et personnel assimilé du secteur de la santé	3 %	1 %	-	1 %	-	1 %	-
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	8 %	4 %	3 %	4 %	7 %	4 %	-
Sciences sociales, administration publique et religion	3 %	3 %	2 %	3 %	7 %	3 %	-
Enseignants	4 %	1 %	-	1 %	-	1 %	-
Arts, culture, sports et loisirs	2 %	7 %	2 %	6 %	2 %	10 %	-
Ventes et services	27 %	19 %	9 %	15 %	11 %	26 %	21 %
Personnel de la vente en gros technique et non technique, de l'assurance et de l'immobilier, des achats en gros et au détail et des achats de grains	3 %	6 %	6 %	9 %	3 %	6 %	-
Personnel de supervision, vendeurs, commis-vendeurs et caissiers des produits au détail	8 %	0 %	-	-	-	-	9 %
Chefs et cuisiniers, personnel de supervision et autre personnel des services des aliments et boissons	4 %	0 %	-	-	-	-	-
Personnel des services de protection	2 %	0 %	-	-	-	-	-
Personnel de soutien familial et de garderie	2 %	5 %	-	1 %	2 %	9 %	-
Personnel de la vente et des services non classifiés ailleurs	9 %	7 %	3 %	5 %	6 %	11 %	8 %
Métiers, transport et machinerie	14 %	16 %	13 %	19 %	16 %	18 %	4 %
Entrepreneurs et contremaîtres du personnel des métiers et des transports	1 %	5 %	11 %	2 %	11 %	1 %	-
Personnel des métiers de la construction	2 %	4 %	1 %	4 %	2 %	6 %	-
Autres métiers	5 %	4 %	1 %	6 %	2 %	5 %	-
Conducteurs de matériel de transport	4 %	4 %	1 %	7 %	1 %	6 %	-
Aides de soutien des métiers, manœuvres en construction et de transport, et personnel assimilé	2 %	0 %	-	-	-	-	-
Professions propres au secteur primaire	2 %	12 %	7 %	10 %	12 %	13 %	45 %
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	9 %	2 %	3 %	3 %	2 %	2 %	-
Surveillants, conducteurs de machines et monteurs dans la fabrication	8 %	2 %	2 %	3 %	2 %	2 %	-
Manœuvres dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique	2 %	-	-	-	-	-	-
<b>Total, toutes professions</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, tableaux spéciaux.

Données au 26 juin 2003

(suite de la page 5)

### Graphique 1 : Travailleurs indépendants vivant à l'extérieur des régions métropolitaines, par catégorie de travailleurs, 2002



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableaux spéciaux.

baisse de 1,1 milliard au titre des investissements directs. L'excédent sur les transferts courants se chiffrait à 367 millions de dollars, en baisse par rapport à l'excédent de 451 millions enregistré au trimestre précédent. En 2002, l'excédent courant a baissé, passant de 26,9 milliards de dollars l'année précédente à 23,4 milliards. L'excédent au titre des biens a diminué de 13,1 milliards de dollars en raison d'une diminution des exportations associée à une augmentation des importations. Le revenu d'investissement a chuté de 37,3 milliards de dollars en 2001 à 27,5 milliards en 2002, alors que le déficit au titre des services a diminué pour s'établir à 61 millions de dollars.

**Enquête sur la situation des entreprises (avril).** Selon l'Enquête, les fabricants se montraient moins optimistes quant au niveau de production pour le deuxième trimestre (diminution de 21 %, la plus forte baisse depuis la dégringolade de 31 % enregistrée en janvier 2001). La moitié des fabricants s'attendaient à ce que leur niveau de production demeure le même et 19 % prévoyaient une hausse. Cependant, 82 % ont indiqué que leur effectif demeurerait stable ou augmenterait. Un nombre accru de producteurs étaient inquiets de la baisse des commandes et de l'augmentation des stocks, mais la plupart des fabricants demeuraient satisfaits ou optimistes.

**Emploi.** L'emploi a reculé pour le deuxième mois de suite en mai, mois où on a enregistré une baisse de 13 000 emplois à temps plein. Jusqu'à présent en 2003, quelque 35 000 emplois ont été créés, par rapport à 249 000 pour la même période en 2002, ce qui ne suffit pas pour absorber l'accroissement de la population active. Le taux de chômage a augmenté de 0,3 % pour s'établir à 7,8 % en mai, en baisse de 0,2 % par rapport au sommet de 8 % atteint en décembre 2001. La bonne conjoncture économique des dernières années a encouragé un nombre accru de Canadiens à se joindre à la population active, ce qui a atténué en partie l'effet à la baisse de la création d'emplois sur le taux de chômage. Un taux de participation record a été enregistré en mai.

**Indice des prix à la consommation (IPC).** L'IPC a augmenté de 3 % en avril, soit une hausse moins prononcée que celle de 4,3 % enregistrée en mars. Le taux d'inflation de base, qui exclut les éléments de l'IPC dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes et qui constitue la mesure de l'inflation utilisée par la Banque du Canada pour établir sa politique monétaire, a chuté de 2,9 % en mars à 2,1 % en avril, valeur proche du point milieu de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.

**Banque du Canada.** La Banque du Canada n'a pas modifié son taux directeur le 3 juin 2003, compte tenu de la baisse de l'inflation et du ralentissement économique. Elle avait augmenté ce taux à deux reprises, d'un total de 50 points de base, en mars et en avril. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a réduit le taux des fonds fédéraux de 25 points de base pour le ramener à 1 % en juin, indiquant ainsi que la probabilité d'une forte baisse de l'inflation créait un risque de faiblesse économique dans un avenir prévisible.

**Dollar canadien.** Le huard, qui était à 0,63 \$US à la fin de 2002, a dépassé la barre des 0,74 \$US le 11 juin 2003, niveau qu'on n'avait pas vu depuis le début des années 1990. Cette reprise a été provoquée par l'affaiblissement de la devise américaine, une conjoncture économique plus favorable et des taux d'intérêt plus élevés au Canada qu'aux États-Unis, ainsi que par l'augmentation du prix des produits de base.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Joseph Macaluso, par téléphone au (613) 954-3495 ou par courriel à l'adresse [macaluso.joseph@ic.gc.ca](mailto:macaluso.joseph@ic.gc.ca)

## FINANCEMENT

### Situation de l'activité liée au capital de risque en 2002

L'industrie canadienne du capital de risque a investi 2,5 milliards de dollars en faveur de 677 entreprises en 2002, par rapport à des investissements totalisant 3,8 milliards en 2001 (tableau 5). Malgré cette baisse de 35 %, le marché du capital de risque demeure moins volatil au Canada qu'aux États-Unis, où le capital investi à la fin de l'exercice totalisait 21,2 milliards de dollars américains en 2002, soit à peine la moitié des 41,3 milliards de dollars américains investis en 2001.

### Tableau 5 : Activité liée au capital de risque au Canada, de 1998 à 2002

	Nouvel investissement		Réinvestissement	
	(millions de dollars)	Nombre de transactions	(millions de dollars)	Nombre de transactions
1998	625	424	933	550
1999	1 077	412	1 572	571
2000	2 110	476	3 668	859
2001	860	292	2 941	676
2002	646	264	1 820	550

Source : Macdonald and Associates Limited, 2003.

(suite à la page 8)

(suite de la page 7)

Le ralentissement de l'activité en matière de capital de risque au Canada témoigne de certains problèmes importants auxquels se heurtent les PME canadiennes :

- Le montant moyen de l'investissement de capital de risque par entreprise a été ramené de 5,7 millions de dollars en 2000 à 5,1 millions en 2001 et à 3,6 millions en 2002.
- Les entreprises à la recherche de capital de risque pour la première fois se sont heurtées à des difficultés accrues car les réinvestissements<sup>1</sup> représentaient 74 % de l'ensemble des investissements de capital de risque, un chiffre de loin supérieur au pourcentage habituel de 60 %. En 2002, le montant des investissements initiaux de capital de risque s'élevait à 646 millions de dollars, comparativement à 860 millions en 2001 et à 2,1 milliards en 2000 (tableau 5).

Par ailleurs, les jeunes entreprises<sup>2</sup> du secteur de la technologie ont continué à attirer la plus grande partie du capital de risque, soit 1 milliard de dollars ou 42 % des investissements de capital de risque, ce qui représentait 52 % de l'ensemble du financement par capital de risque. Bien que ce niveau soit inférieur aux 2,3 milliards de dollars investis en 2001, on a observé une hausse

importante des investissements de capital de risque dans le secteur de la technologie au quatrième trimestre de 2002. Ces investissements ont atteint 754 millions de dollars au quatrième trimestre de 2002, en hausse de 51 % par rapport à la valeur du troisième trimestre de 2002.

Les nouveaux fonds prélevés grâce au capital de risque ont chuté, passant de 4,6 milliards de dollars en 2001 à 3,2 milliards en 2002. Cependant, le capital disponible pour l'investissement de capital de risque est passé de 6,3 milliards de dollars en 2001 à 7,4 milliards en 2002. De plus, l'ensemble des immobilisations gérées par les sociétés de capital de risque a atteint 22,5 milliards de dollars en 2002, par rapport à 20,2 milliards en 2001.

<sup>1</sup> Les réinvestissements constituent les séries de financement supplémentaires dans une entreprise faisant partie d'un portefeuille existant, qui fait fond sur un financement initial. Les réinvestissements ne sont pas nécessairement effectués par le même investisseur.

<sup>2</sup> Les jeunes entreprises comprennent principalement des entreprises en démarrage qui en sont encore au développement du produit ou qui ont commencé le marketing initial mais n'ont pas encore commencé la production commerciale à grande échelle.

### **Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise**

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Prichya Sethchindapong

Courriel : [sethchindapong.prichya@ic.gc.ca](mailto:sethchindapong.prichya@ic.gc.ca)

Direction générale de la politique de la petite entreprise  
Industrie Canada

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 954-5494

Télécopieur : (613) 954-5492

Site Web : [www.strategis.gc.ca/recherchepe](http://www.strategis.gc.ca/recherchepe)

#### **Autorisation de reproduction.**

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel ([copyright.droitdauteur@communication.gc.ca](mailto:copyright.droitdauteur@communication.gc.ca)).

ISSN 1205-9099

53934B



Contient 10 % de  
matières recyclées

## **FAITS nouveaux**

### **Plan stratégique de 2003-2004 à 2005-2006 – Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada**

**L**e Plan stratégique triennal de la Direction générale de la politique de la petite entreprise (DPPE) d'Industrie Canada est affiché sur le site Web de recherche et politique de la petite entreprise depuis la fin de juillet 2003. En plus d'orienter le travail de la Direction pour les trois prochains exercices, le Plan stratégique de 2003-2004 à 2005-2006 de la DPPE présente le climat commercial, le cadre stratégique et le contexte des programmes favorisant le développement et la croissance des PME au Canada. Le programme d'action comprend deux stratégies clés :

- assurer que le climat des affaires et des politiques est propice à la croissance dans différents systèmes clés de gouvernance : impôt, réglementation, marché financier et programmes et services d'aide à l'entreprise;
- fournir de l'information stratégique et pertinente dans les domaines stratégiques des compétences en gestion, du perfectionnement des ressources humaines, de l'innovation, du commerce international et du financement de la croissance, afin d'aider les intervenants à élaborer des politiques qui améliorent la compétitivité et stimulent la croissance économique.

On peut consulter le document à

[www.strategis.gc.ca/planstrategiquepe](http://www.strategis.gc.ca/planstrategiquepe)